



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
E'mail : communistes@sitecommunistes.org

02/08/2023

Le programme du gouvernement : tout pour le capital.

Un seul chemin les luttes qui le feront reculer

Avant de partir en vacances les ministres du gouvernement récemment remanié¹ ont multiplié les déclarations hors sol, comme si la France n'avait pas connu depuis le début de l'année des mois de luttes, de manifestations, de rejet de la politique de Macron, comme si les « *Cent jours d'apaisement décrétés pour sortir de la crise* » n'avaient pas été qu'un chemin pavé de roses, alors qu'après le meurtre de Nahel tué par un policier la colère a éclaté à travers tout le pays.

E. Borne, en première ligne, affirmait « *à la rentrée on verra sans doute un ralentissement de l'inflation donc une baisse des produits* »², suivie par son ministre de l'Économie, Le Maire, qui qualifiait la croissance de 0,5% du produit intérieur brut (PIB) au deuxième trimestre comme une « *performance remarquable ... la meilleure façon de soutenir l'économie française c'est de consommer* », pour A. Rousseau, ministre de la Santé, « *la crise estivale a été mieux anticipée, il y a désormais la régulation par le 15 pour accéder aux urgences.* » !!!

Déclarations lénifiantes qui masquent la réalité, le vécu de la majorité des travailleuses et des travailleurs, des jeunes, des retraité(e)s.

* Affirmer que l'inflation « ralentie » et qu'elle entraînera une baisse des prix est une duperie. La baisse du prix de l'énergie sur les marchés mondiaux s'accompagne d'une hausse des prix à la vente : - le prix de l'essence augmente, presque 2 € le litre, le gazole à 1,763 € en moyenne, retrouve son plus haut niveau depuis le mois de mai dernier. – Augmentation de 10 % du prix de l'électricité le 1^{er} août, après une augmentation de 15% en février³.

* Baisse de l'inflation ? pas pour les produits alimentaires qui en juillet ont augmenté de 19 % en un an. La hausse de l'alimentation focalise l'attention, par son ampleur et son impact sur le budget des ménages les plus modestes. Et même une baisse de l'inflation ne veut pas dire une baisse des prix, M. E. Leclerc prévient « *les prix vont continuer à augmenter, mais moins vite... On ne reviendra jamais aux prix d'avant* ».

L'inflation est un des moyens pour les capitalistes de rançonner le peuple, ce sont eux qui décident d'augmenter les prix pour faire gonfler leurs profits.

* Consommer pour soutenir l'économie ? Quel mépris pour les 12 millions de personnes (soit 18,46%) qui vivent en dessous du seuil de pauvreté⁴. Quel mépris pour les 14,5% des salariés qui sont payés au SMIC, pour les 55% qui gagnent moins d'une fois et demi le Smic, pour les 8% des travailleurs qui occupent un emploi qui ne leur permet pas de dépasser le seuil de pauvreté, pour les plus de 2 millions de personnes qui ne sont pas comptabilisées dans les chiffres officiels. Avec 7,1% de chômeurs, la France reste au-dessus de la moyenne des pays de l'UE (6%). La baisse du chômage est atteinte grâce une augmentation des radiations, 54 700 radiés ces trois derniers mois.

* **La situation se dégrade ? Pas pour le CAC 40**

LVMH, Michelin et bien sûr Stellantis. Portés par les hausses de prix, les bénéfices nets cumulés des entreprises du CAC 40 s'élèvent à plus de 71 milliards € au premier semestre 2023, en progression de 11% sur un an (décompte provisoire de l'AFP arrêté le 28 juillet).

¹ Cf Hebdo n°831, *On prend les mêmes et l'on recommence.*

² 28 juillet sur BFM TV

³ Cf. Résumé des Questions Economique et Sociales n° 832

⁴ Statistiques établies par France Transaction.

De janvier à juin 2022, les 33 du Cac40 ayant publié leurs comptes semestriels dégagé 64 milliards d'euros de bénéfice, le chiffre d'affaires global semestriel de ces 33 groupes dépasse d'ores et déjà les 750 milliards d'euros, soit une hausse 4% par rapport la même période de 2022.

Le capital s'enrichit sur le dos des travailleurs attaque les conditions de travail, maintient les salaires au plus bas, pompe dans les caisses de l'Etat grâce aux subventions aux baisses d'impôts, à l'optimisation fiscale qui réduit l'imposition en s'appuyant sur des mécanismes d'évasion fiscale, aux différents cadeaux largement octroyés par le gouvernement.

* Pendant ce temps la situation du service public de santé se dégrade. La fermeture de lits, les restructurations qui font que des services entiers sont supprimés, qu'en été des urgences ferment. *Toutes les réformes hospitalières lancées ont été justifiées par les efforts à consentir pour faire baisser les dépenses. Les besoins de santé publique ne sont pas pris en compte, non seulement les budgets baissent mais on impose aux personnels de santé de "produire" plus. Comment peut-on espérer avoir des soins de qualité en définissant les dépenses de santé sont définies a priori au détriment des soins de qualité. La mission du ministre de la santé c'est la destruction de l'hôpital public et le développement du secteur privé. Il a déjà fait ses preuves quand il était directeur de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France*

Macron comme Borne on continue

* **Dimanche 30** juillet, une nouvelle étape de la réforme des retraites a été franchie. Des décrets d'applications, publiés au Journal Officiel, ont mis fin aux régimes spéciaux des agents de la RATP, des industries électriques et gazières (IEG), des études notariales et de la Banque de France. Conformément à la « clause du grand-père », seuls les nouveaux employés, embauchés après le 1er septembre, seront soumis au régime général des retraites.

* **Le 1^{er} août**, Borne a envoyé aux syndicats et aux organisation patronales le « *document de cadrage* » concernant la nouvelle réforme du chômage et qui balise la négociation qu'ils vont engager. Cette feuille de route oriente les discussions dans un sens extrêmement précis : pas question de revenir sur les réformes décidées depuis 2019, avec aussi obligation de financer France Travail et France Compétence, « les partenaires sociaux » devront, de surcroît, faire un effort supplémentaire pour financer les « *politiques en faveur de l'emploi et de la formation* ».

Le budget devrait dégager un excédent minimum de 18 milliards d'ici 2025 du fait de la baisse des indemnisations dues aux chômeurs et d'une hypothétique reprise de l'emploi avec l'augmentation notamment du nombre de contrats d'apprentissage. Ce qui revient à utiliser une partie de l'argent de l'assurance-chômage - 11 milliards d'euros d'ici 2026 - pour payer des apprentis aux patrons.

Macron c'est au journal Le Figaro, qu'il a accordé une interview le 2 août : **de l'ordre, de l'ordre, de l'ordre** ». Indiquant vouloir « remettre » de l'« **autorité démocratique** », de l'« **autorité à l'école** » et de l'« **autorité parentale** » face au « **délitement de la famille** ».

Au sujet du projet de loi sur l'immigration que le Parlement doit examiner à la rentrée. Il n'exclut pas d'utiliser le 49.3. « **Je ne veux pas être bousculé par des majorités de fortune ou des blocages [...]. J'utiliserai ce que la Constitution me permet de faire** ». Ensuite il a annoncé le lancement, pour la fin du mois d'août, d'une « *initiative politique d'ampleur, afin d'essayer de réunir autour d'un projet clair et simple tous ceux qui veulent s'y retrouver, sans leur demander d'adhérer à tout* ».

Retraites, droits sociaux, hôpitaux, écoles publique... les capitalistes et les gouvernements à leurs ordres veulent tout détruire des conquêtes sociales arrachées par les luttes pour servir les intérêts d'une minorité. Ce n'est pas par le dialogue social qu'on les arrêtera, mais par les luttes sociales, économiques qui attaqueront leurs profits, luttes qui inverseront le rapport des forces, par la lutte politique pour s'emparer des richesses qu'ils nous volent Le Parti révolutionnaire Communistes est le parti de celles et ceux qui veulent un changement de politique et de société Pas de compromis possible avec le capital. Plus que jamais, la lutte économique et sociale, la lutte politique contre le capital est décisive.